

# Réponse de SFR à la consultation de l'ARCEP sur la détermination du WACC pour 2021

SFR prend acte du fait que l'ARCEP se conforme dans le calcul du WACC pour les activités régulées à la méthodologie prescrite par la CE pour l'année 2021. Comme le veut le cadre européen, le WACC sera donc dorénavant calculé annuellement et automatiquement en référence aux paramètres fixés par le BEREC. La question restante pour cette consultation est le choix d'appliquer ou non une transition pour l'année 2021. Cette dernière aurait pour but une baisse du WACC moins rapide vers la nouvelle référence.

Comme SFR l'a écrit dans ses réponses aux diverses consultations de l'ARCEP, le coût du réseau cuivre d'Orange ne devrait en aucun cas augmenter en fin de vie. Orange a d'ores et déjà été rémunérée pour le coût d'obsolescence du cuivre, en tarifiant une activité sans risque concurrentiel sur un réseau largement amorti selon une méthode en coût courant économique. Ce coût courant économique inclut une rémunération du capital au niveau d'une activité risquée et un raccourcissement des durées de vie des équipements afin d'éviter une remontée des coûts en fin de vie du réseau. Cette rémunération avantageuse perçue par Orange a toujours été la contrepartie d'une évolution des coûts maîtrisée en fin de vie du réseau cuivre. Les opérateurs alternatifs ont déjà financé le risque d'obsolescence du réseau cuivre.

Or, L'ARCEP dans sa consultation semble signaler qu'une forte remontée des tarifs régulés pourrait être à venir. La baisse du WACC *« doit être appréciée dans un contexte de tendance haussière des coûts des produits régulés pesant le plus lourd au plan financier qui s'inscrit en sens inverse »*. Dans un tel contexte, la mise en place d'une période transitoire d'un an pour appliquer la méthode prescrite par la Commission n'est absolument pas justifiée.

SFR rappelle par ailleurs qu'elle ne partage pas l'analyse de l'ARCEP sur l'impossibilité d'appliquer un taux moins risqué sur le GC que sur les câbles cuivre. SFR avait réfuté cette analyse lors de la consultation précédente. SFR renvoie à sa réponse sur ce point lors de la consultation précédente et note par ailleurs que la CDC lors de cette même consultation avait fait exactement la même analyse que SFR. En outre, si l'ARCEP persistait à considérer qu'il serait impossible de fixer un taux différencier pour le GC, rien ne l'empêcherait pour autant d'augmenter les durées de vie du GC ce qui permettrait au moins de lisser sur le temps les coûts afférents.

Enfin, SFR tient à souligner que le WACC visé par cette décision et calculé selon la méthodologie de la CE est strictement limité aux activités historiques de l'opérateur dominant. En particulier, il ne peut en aucun cas être utilisé pour le FTTH.

Comme l'écrit la CE dans sa Communication :

*« La présente communication porte uniquement sur le calcul du CMPC pour l'infrastructure historique. Aux fins de la présente communication, on entend par « infrastructure historique » l'infrastructure d'un opérateur PSM ne faisant pas l'objet d'une prime de risque NGA (9) (« Next Generation Access » - accès de nouvelle génération). La présente communication ne porte pas sur l'applicabilité ou le calcul des primes de risque NGA et exclut tout examen de la pertinence des obligations en matière de contrôle*

*des prix pour les nouveaux réseaux à très haute capacité tels que définis à l'article 2, paragraphe 2, du code (10). »*

Le coût du capital qui sera fixé par la décision de l'ARCEP conformément au cadre européen ne sera donc absolument pas représentatif des taux de rendement qui doivent être attendus sur le FTTH. Les déploiements réalisés dans des nouvelles technologies par des opérateurs alternatifs ont un profil de risque (que ce soit en termes de coûts ou de vitesse d'adoption) qui ne peut être comparé au profil de risque relatif aux actifs d'un opérateur historique. Ce dernier a réalisé ses investissements il y a plusieurs décennies lorsqu'existait un monopole d'état et ceux-ci sont déjà amortis. Contrairement aux activités de l'opérateur historique, Le FTTH n'est en outre pas régulé en orientation vers les coûts. Il est donc primordial qu'aucun amalgame ne soit réalisé entre le taux de rémunération fixé par la décision et le taux de rendement qui pourrait être légitimement attendu par un opérateur alternatif déployant des réseaux de nouvelles technologies